Sport et économie en Suisse

De l'importance économique du sport en Suisse

rütter soceco
sozioökonomische forschung + beratung

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Office fédéral du sport OFSPO

Sport et économie en Suisse

De l'importance économique du sport en Suisse

Mandant
Office fédéral du sport OFSPO

Mandataire
Rütter Soceco
Sozioökonomische Forschung + Beratung
8803 Rüschlikon,
info@ruetter-soceco.ch
www.ruetter-soceco.ch
+41 44 724 27 70

Direction du projet
Oliver Hoff

Collaborateurs
Tonio Schwehr
Pino Hellmüller
Josephine Clausen
Carsten Nathani

Sommaire

6 Présentation sommaire des résultats
6 Importance économique du sport en 2017
8 Evolution de l'économie du sport entre 2005 et 2017
9 Evolution de l'économie du sport en comparaison avec l'économie globale

10 Situation initiale et objectifs
10 Détermination de l'importance économique du sport en Suisse
11 Observation des évolutions suivies par l'économie du sport en Suisse

12 Résultats
12 Economie du sport en 2017
15 Résultats détaillés pour chaque secteur du sport

22 Approche méthodologique
22 Définition – qu'est-ce que le sport?
24 Socle de données
26 Sources bibliographiques

Présentation sommaire des résultats

Cette étude jette un éclairage sur l'importance du sport pour l'économie nationale et sur les divers secteurs du sport. Elle constitue la quatrième actualisation de la vaste étude portant sur l'année 2005 [2], qui avait chiffré pour la première fois en Suisse l'importance du sport comme facteur économique déterminant. Au fil des ans, elle a été adaptée à l'évolution des statistiques de base et mise à jour à la faveur des données les plus récentes. Ses résultats contribueront à renforcer la base de données et d'informations sur les statistiques économico-sportives dont ont besoin les responsables de la politique du sport et les acteurs opérant dans les secteurs du sport. L'étude est axée sur les incidences en matière de valeur ajoutée et d'emploi dans l'économie du sport ainsi que sur les dernières tendances observées dans chaque secteur.

Importance économique du sport en 2017

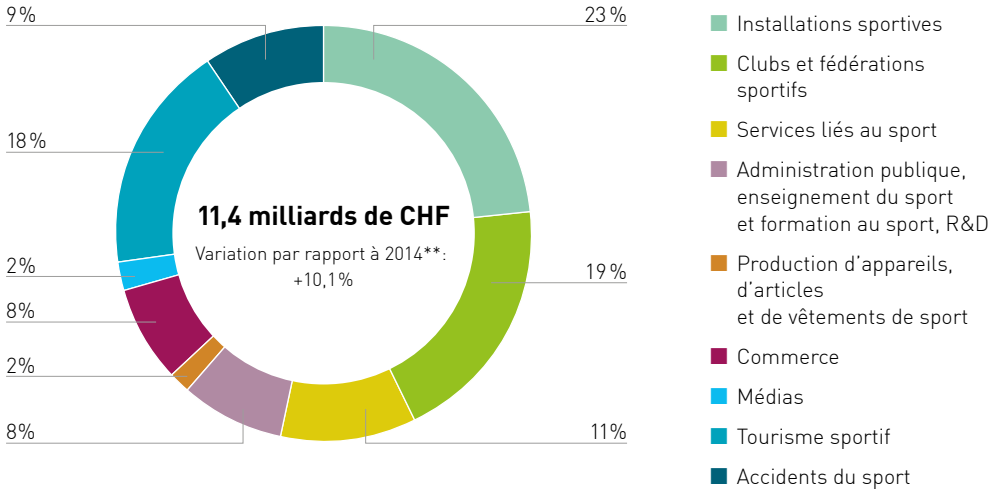
Forte d'un chiffre d'affaires estimé à 22,2 milliards de CHF, l'économie du sport suisse a généré en 2017 une valeur ajoutée brute (VAB) de 11,4 milliards de CHF et un volume de 97 900 emplois en équivalents plein temps (EPT)[1]. Ainsi le sport a fourni dans l'ensemble une contribution de 1,7 % au produit intérieur brut (PIB) et de 2,4 % au marché de l'emploi de la Suisse.

A titre de comparaison: la contribution de l'économie du sport au PIB suisse se situe dans le même ordre de grandeur que, par exemple, celle de la branche de la fabrication de machines (1,8 %) ou de la fabrication de produits métalliques (1,4 %). En même temps, le sport génère une valeur ajoutée plus de deux fois supérieure à celle de l'agriculture et de la sylviculture (0,7 %) et presque trois fois supérieure à celle de l'hôtellerie (0,6 %).

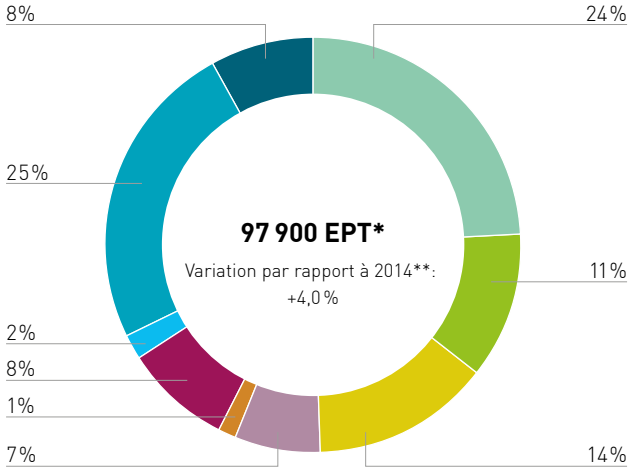
Rapportée au marché du travail, la contribution du sport est plus importante que celle des deux premières branches citées, à savoir la fabrication de machines (1,8 %) et la fabrication de produits métalliques (1,9 %). Elle est comparable à celle de l'agriculture et de la sylviculture (2,6 %) et dépasse celle de l'hôtellerie (1,5 %).

[1] Les résultats qui suivent quant aux incidences sur l'emploi font systématiquement référence à ce qu'il est convenu d'appeler des emplois en équivalent plein temps (EPT). Un EPT correspond à un poste à 100 %.

Valeur ajoutée brute – Part dans le PIB de la Suisse: 1,7 %



Emplois – Part dans le total des emplois en Suisse: 2,4%



*EPT = emplois en équivalents plein temps

**Le taux de changement a été calculé sur la base des chiffres de 2014, modifiés selon l'approche méthodologique de 2017.

Figure 1: Composition de la valeur ajoutée brute et des emplois générés par l'économie du sport par secteur d'activité en 2017

Source: Rütter Soceco

Du fait de ses multiples facettes, l'économie du sport se compose de différents secteurs pesant plus ou moins lourd. Parmi les **neuf secteurs d'activité de l'économie du sport différenciés dans cette étude**, ce sont les installations sportives qui, avec 23 %, **contribuent le plus à la valeur ajoutée brute**. Les clubs et fédérations sportifs et le tourisme sportif se placent en deuxième et troisième positions, avec une contribution de respectivement 19 % et 18 %. Ils sont suivis par les services liés au sport (11 %), les accidents du sport (9 %), l'administration publique, l'enseignement du sport et la formation au sport, la R&D (8 %) et le commerce (8 %). Avec 2 % chacun de la valeur ajoutée brute liée au sport, le secteur des médias et celui de la production d'appareils, d'articles et de vêtements de sport jouent un rôle relativement mineur.

S'agissant des **emplois générés par le sport**, les différents secteurs renvoient des images très contrastées, reflets de leurs productivités du travail[2], en ce qui concerne leur contribution à la valeur ajoutée de l'économie du sport. En raison de la productivité du travail comparativement plutôt faible de l'hôtellerie, la contribution à l'emploi du tourisme sportif (25 %) est nettement plus élevée que sa contribution à la valeur ajoutée (18 %). Avec 14 %, la contribution à l'emploi des services liés au sport est légèrement supérieure à leur contribution à la valeur ajoutée (11 %). A l'inverse des clubs et fédérations sportifs, où la productivité du travail des fédérations internationales est élevée: avec 11 %, la contribution de ce secteur à l'emploi est inférieure à sa contribution à la valeur ajoutée (19 %).

[2] Valeur ajoutée brute générée par emploi en équivalents plein temps

Evolution de l'économie du sport entre 2005 et 2017

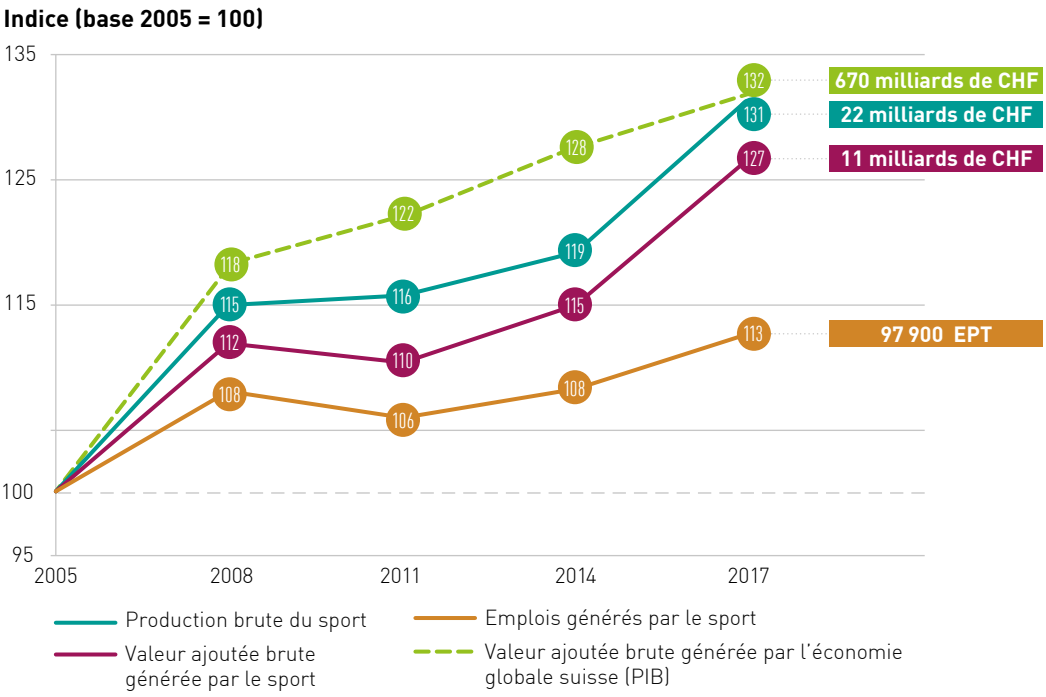
L'économie du sport – comme l'économie globale de la Suisse – a de façon générale progressé de 2005 à 2017. Pendant cette période, la **production brute, c'est-à-dire plus ou moins le chiffre d'affaires,** a gagné **31 %**, ce qui représente une hausse de 5 milliards de CHF environ. La **valeur ajoutée brute liée au sport** – qui a augmenté de **quelque 27 %, soit près de 2,5 milliards de CHF** entre 2005 et 2017 – a connu une croissance légèrement moindre. Les emplois générés par le sport ont affiché une hausse moins prononcée que la valeur ajoutée étant donné que, pendant cette même période, la productivité du travail s'est améliorée. En comparaison avec 2005, le sport a créé en 2017 un **volume d'emplois supplémentaire de quelque 11 000 EPT (+13 %)**.

L'évolution de l'économie du sport entre 2005 et 2017 a connu quatre phases distinctes: de **2005 à 2008**, on a observé une croissance manifeste. La VAB générée par le sport a augmenté de 12 %, tandis que l'emploi a gagné 8 %. En 2008, l'économie du sport a principalement bénéficié de l'EURO de football et des Jeux olympiques d'été de Pékin, qui ont entraîné une forte croissance dans les secteurs des services et des médias.

De 2008 à 2011, la valeur ajoutée brute et l'emploi générés par le sport ont accusé un léger recul (respectivement de 1,5 % et 1,8 %). Seule la production brute a connu une hausse, minime toutefois (0,6 %). Au cours de cette phase, c'est dans les secteurs du commerce et des services que le plus important repli de la valeur ajoutée brute a été enregistré. Cette évolution est due, d'une part, à la baisse des ventes dans le domaine du commerce spécialisé en raison de la faiblesse de l'euro et, d'autre part, à la fin des retombées de l'EURO 2008 dans le secteur des services. Elle est liée aussi aux conséquences de la crise financière mondiale et à la baisse du nombre de nuitées et de journées-skieurs (tourisme sportif).

De 2011 à 2014, l'économie du sport s'est rétablie. En 2014 en effet, la valeur ajoutée brute générée par le sport a été supérieure d'environ 4 % à celle de 2011, tandis que le nombre d'emplois générés par le sport affichait une hausse de 2 %. Cette hausse est majoritairement le fait d'une croissance dans les secteurs des installations sportives, des clubs et fédérations sportifs ainsi que des accidents du sport. Dans le secteur des installations sportives, c'est le boom persistant des centres de gymnastique et de fitness qui a provoqué la croissance observée. Par ailleurs, durant cette phase, les fédérations sportives internationales établies en Suisse ont nettement accru leur impact grâce à une hausse soutenue des prix du marché applicables aux droits de licence et de sponsoring.

Figure 2: Evolution indexée de l'économie du sport et de l'économie globale de 2005 et 2017 (en valeur nominale)[3]



[3] Ce graphique ne fait état que des taux de croissance basés sur 2005. L'évolution de l'indice ne permet pas de dégager des taux de croissance d'une année à une autre.

Au cours de la phase qui nous intéresse ici, soit de 2014 à 2017, la production brute et la valeur ajoutée générées par l'économie du sport ont toutes deux augmenté de 10 %, ce qui représente une hausse de 2 milliards de CHF pour la première et de 1 milliard de CHF pour la seconde. Le nombre d'emplois a lui aussi progressé (+4 %, soit 3730 EPT). Alors qu'en 2014, les accidents du sport et les installations sportives comptaient encore parmi les facteurs de croissance les plus importants, ce sont les clubs et fédérations sportifs qui ont par la suite pris la main. Ces deux secteurs ont connu une progression tant sur le plan de la valeur ajoutée que sur celui de l'emploi. Portés par le succès persistant du modèle d'affaires des trois grandes fédérations sportives internationales (FIFA, CIO, UEFA), les clubs et fédérations sportifs ont largement contribué à la croissance de la valeur ajoutée. Le secteur des services a affiché également une forte croissance du nombre d'emplois, due principalement aux services personnels (entraîneurs personnels, professeurs de yoga, etc.) et aux écoles de sport (écoles de ski, écoles de voile, etc.). La croissance de l'emploi généré par l'économie du sport dans son ensemble a subi le contrecoup de la baisse du nombre d'emplois dans les médias, le commerce et le tourisme. Ces secteurs connaissent des changements structurels à plus ou moins long terme qui sont à l'origine de la perte d'environ 690 EPT au cours de la phase sous revue (voir les résultats détaillés des différents secteurs).

Evolution de l'économie du sport en comparaison avec l'économie globale

Au cours de la période sous revue, soit de 2005 à 2017, la valeur ajoutée brute générée par l'économie du sport a augmenté moins fortement (+27 %) que celle dégagée par l'économie globale (+32 %). Si l'on prend par ailleurs en compte le fait que cette croissance est principalement soutenue par le secteur des clubs et fédérations sportifs et, en particulier, par les trois grandes fédérations internationales (FIFA, CIO, UEFA), on constate que la pression qui pèse depuis quelque temps déjà sur certains secteurs (tourisme, commerce, production et médias) impacte fortement l'évolution générale de l'économie du sport. Les trois principaux déterminants de l'évolution de l'économie du sport au cours des 12 dernières années sont le contexte macro-économique (taux de change, niveau des prix), les mutations structurelles induites par la numérisation et d'autres développements dans certains secteurs (tels que le commerce et les médias) et le changement des habitudes sportives et de consommation de la population et des hôtes qui séjournent dans notre pays (tourisme p. ex.).

Situation initiale et objectifs

Le sport est l'un des loisirs préférés dans notre pays. Environ deux tiers des résidents font du sport au moins une fois par semaine. En Suisse, les gens sont particulièrement polysportifs, autrement dit ils pratiquent souvent plusieurs disciplines. Le spectre des activités physiques et sportives proposées est d'ailleurs large. Bien que le sport soit traversé par de multiples tendances, les disciplines que sont la randonnée, le cyclisme, la natation, le ski, le jogging, le fitness et l'aérobic comptent parmi les plus populaires depuis plus de dix ans [10].

Un quart environ des résidents sont membres de l'un des quelque 20 000 clubs de sport que compte notre pays. Le sport international est également très présent en Suisse. Un grand nombre de fédérations sportives internationales y ont en effet établi leur siège principal. Le triumvirat qui réalise le plus gros chiffre d'affaires (FIFA, CIO, UEFA) est établi en Suisse depuis des décennies et c'est d'ici qu'il façonne le développement du sport mondial.

Semaine après semaine, des événements sportifs mineurs et majeurs se succèdent en Suisse. Leur compte rendu ainsi que les sujets portant sur le monde du sport en général dans la presse écrite et les médias électroniques – TV, radio et Internet notamment – suscitent un grand intérêt au sein de la population, dont plus de la moitié suit l'actualité sportive au moins une fois par semaine dans les quotidiens, à la télévision ou à la radio. Ces derniers constituent donc les principaux canaux d'information [10]. D'autres études et statistiques révèlent qu'il existe en Suisse plus de 32 000 installations sportives accueillant quelque 230 000 manifestations sportives par an, mais également que le sport cause chaque année environ 400 000 accidents au sein de la population résidente, à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières [1] [3] [22].

Aujourd'hui, le sport et ses multiples facettes sont omniprésents dans la société et constituent un élément capital de la culture des loisirs et des divertissements en Suisse. Cela signifie aussi que, pour faciliter et soutenir les activités sportives, l'économie met à la disposition des sportifs quantité de biens et de services. Non seulement le sport est source de plaisir et de bonne santé, mais il génère également un chiffre d'affaires et une valeur ajoutée appréciables, créant donc des emplois. Décrire cette dimension économique du sport est précisément le but de cette étude.

Détermination de l'importance économique du sport en Suisse

L'importance économique du sport en Suisse a été analysée pour la première fois en 2007, lorsqu'elle a fait l'objet d'une vaste étude de base portant sur l'année 2005 [2]. Celle-ci a été menée dans le cadre du concept de recherche Sport et activité physique 2004-2007 de l'Office fédéral du sport (OFSPO), en même temps que d'autres études de référence concernant différents aspects de l'économie du sport suisse, dont les résultats ont été intégrés à l'étude de base [12] [21] [22] [23].

L'objectif principal de cette étude était de déterminer les effets directs du sport sur la valeur ajoutée et l'emploi (VAB et EPT) ainsi que sa contribution au PIB et au total des emplois en Suisse. L'économie du sport n'est pas un secteur d'activité économique traditionnel, dont les incidences sur l'économie peuvent être déduites directement des statistiques. Elle est, au contraire, ce que l'on appelle une branche transversale, c'est-à-dire qu'elle se compose d'une multitude de secteurs économiques classiques, eux-mêmes interdépendants. C'est pourquoi il s'est d'abord agi d'identifier, de délimiter et de définir les différents secteurs du sport selon une approche économique axée sur l'offre, puis de les intégrer au système global du sport, autrement dit à l'économie du sport (cf. chapitre sur l'approche méthodologique).

Etant donné que les éléments nécessaires à l'évaluation du sport en tant que facteur économique en Suisse faisaient défaut avant l'étude de base de 2005, les résultats de cette dernière ont renforcé la collecte de données sur les statistiques économico-sportives et, partant, le socle d'informations dont ont besoin les responsables de la politique du sport et tous les acteurs opérant dans les secteurs du sport. Ils ont ainsi conféré davantage de transparence à l'importance économique et à la diversité de la branche du sport, et ce, à l'attention à la fois des milieux politiques et d'un large public.

Observation des évolutions suivies par l'économie du sport en Suisse

Le monde du sport et, par là même, l'économie du sport connaissent des mutations permanentes. Ils sont marqués par diverses tendances et dynamiques de développement reposant sur le comportement sportif et la consommation de la population, sur des nouveaux sports et le développement d'offres nouvelles, ainsi que sur les reportages et comptes rendus des médias. A celles-ci s'ajoutent de nouveaux phénomènes (tel que l'e-sport), dont la classification et le rapport au sport sont encore loin d'être définis. Simultanément, des facteurs externes comme la situation économique générale et les fluctuations des taux de change de même que les changements climatiques exercent une influence sur l'évolution de certaines branches de l'économie et donc, indirectement, sur des secteurs du sport. Ces dynamiques peuvent modifier le poids économique de la branche du sport dans son ensemble, mais aussi de ses différents secteurs.

Afin de prendre ces évolutions en considération et de mettre à disposition des acteurs opérant dans le domaine du sport des informations de fond actuelles au sujet de l'économie du sport suisse, l'étude de base a été actualisée et complétée pour les années de référence 2008, 2011 et 2014 [16] [19].

Constituant la cinquième édition du document Sport et économie en Suisse, la présente étude contient des informations actuelles relatives à l'année 2017 ainsi qu'aux évolutions et tendances observées.

En ce qui concerne l'évolution de l'économie du sport, il convient de manière générale de noter que les statistiques macro-économiques sur lesquelles se sont largement fondées les études n'ont cessé de changer depuis celle de 2005. Ces dix dernières années, des analyses approfondies de certains secteurs du sport ont en outre pu être menées, ce qui a permis de renforcer les bases servant aux estimations. Afin d'être en mesure d'exclure les effets de la méthode employée pour chiffrer l'évolution de l'économie du sport entre 2014 et 2017, les valeurs de l'année 2014 ont été calculées rétroactivement selon l'approche méthodologique adoptée dans la présente étude. Pour analyser l'évolution de l'économie du sport en 2017 par rapport aux années de référence 2011, 2008 et 2005, on a eu recours aux taux de variation publiés dans les études sur l'économie du sport 2014 [20], 2011 [16] et 2008 [18], qui ont également été apurés à chaque fois des modifications méthodologiques intervenues entre-temps.

Résultats

Economie du sport en 2017

L'économie du sport dans son ensemble a réalisé en 2017 un **chiffre d'affaires**[4] **estimé à 22,2 milliards de CHF**. Sachant que seule la marge brute du commerce est assimilable à la production brute, le chiffre de la **production brute** de l'économie du sport est inférieur (**21,5 milliards de CHF**). L'économie du sport a généré une **valeur ajoutée brute (VAB) de 11,4 milliards de CHF et quelque 97 900 EPT** (pour les explications des notions économiques, cf. chapitre sur l'approche méthodologique).

En 2017, le sport a fourni une contribution de **1,7 % au produit intérieur brut (PIB)** et de **2,4 % à l'emploi** en Suisse. Plus d'un poste de travail sur quarante est donc directement attribuable au sport dans notre pays. Cependant, vu la proportion importante d'emplois à temps partiel, le nombre de personnes effectivement employées est encore supérieur.

La valeur ajoutée brute par emploi en équivalents plein temps (productivité du travail), soit 116 000 CHF, se situe nettement en deçà de la moyenne de l'économie globale, qui est de 161 000 CHF. Cet écart de productivité explique que la contribution sous forme d'emploi (2,4 %) soit bien supérieure à celle sous forme de valeur ajoutée (1,7 %).

Evolutions suivies par l'économie du sport et ses secteurs depuis 2014

L'économie du sport suisse a enregistré une croissance nominale entre 2014 et 2017. Cette croissance se traduit par une hausse de 10 % environ de la valeur ajoutée brute (1 milliard de CHF) et de la production brute (2 milliards de CHF). La part de la valeur ajoutée brute générée par le sport dans le PIB est passée de 1,6 % en 2014 à 1,7 % en 2017. Quant à l'emploi généré par le sport, il a connu une hausse d'environ 4 % (soit plus de 3730 EPT), un taux nettement supérieur à la moyenne de l'économie globale, qui est de 1,6 %.

Alors qu'entre 2011 et 2014, les accidents du sport et les installations sportives comptaient encore parmi les facteurs de croissance les plus importants, ce sont les clubs et fédérations sportifs qui ont constitué le principal moteur de croissance de 2014 à 2017. Le recul du nombre d'emplois dans les médias, le commerce et le tourisme a, quant à lui, freiné la croissance de l'emploi. On relève ainsi la suppression de quelque 690 EPT.

Comparaison de l'importance économique du sport en Suisse en 2017 et 2014

	2017	2014	Variation nominale par rapport à 2014	
	Sport	Sport[1)]	Sport[1)]	Economie globale
Chiffre d'affaires (en milliards de CHF)	22,2	20,3	10 %	
Production brute (en milliards de CHF)	21,5	19,5	10 %	3,5 %
Valeur ajoutée brute (en milliards de CHF)	11,4	10,4	10 %	3,1 %
Emploi (en EPT)	97 900	94 170	4,0 %	1,6 %
Contribution au PIB de la Suisse en %	1,7 %	1,6 %		
Contribution à l'emploi en Suisse en %	2,4 %	2,4 %		

[1)] Chiffres de 2014 partiellement modifiés selon l'approche méthodologique de 2014

Tableau 1: Importance économique du sport en Suisse en 2017 par rapport à 2014 et à l'économie globale

Source: Rütter Soceco

[4] La différence entre le chiffre d'affaires et la production brute correspond à la valeur d'acquisition des biens négociés. Dans le commerce, la production brute est donc assimilable à la marge brute (chiffre d'affaires après déduction de la valeur d'acquisition des biens négociés). Pour obtenir une estimation du chiffre d'affaires généré par l'économie du sport, remplacer la production brute du commerce par son chiffre d'affaires estimé (valeur d'acquisition des biens négociés y compris).

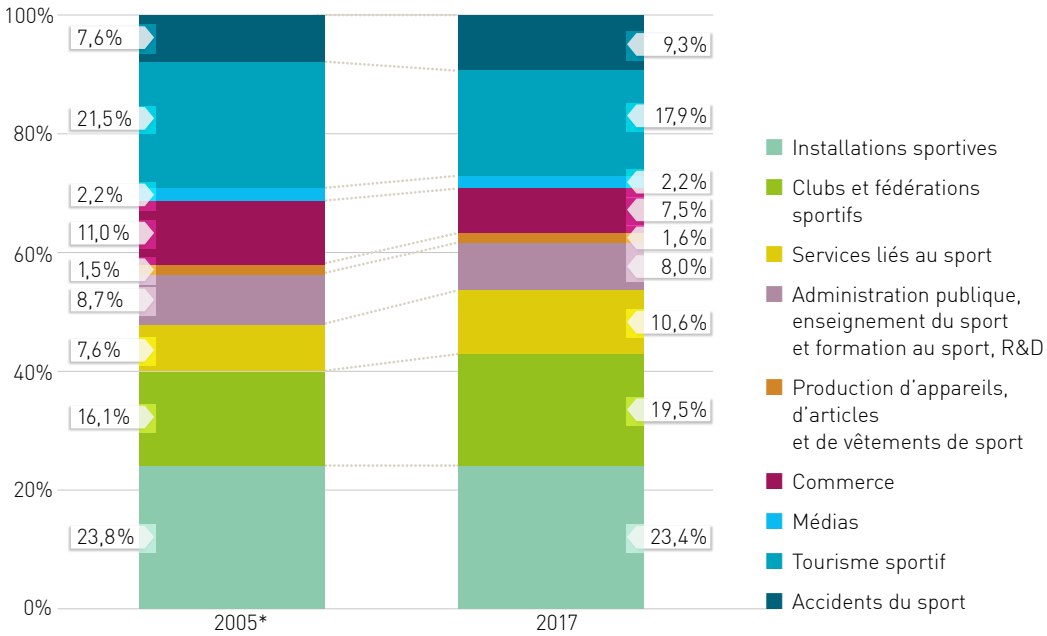
Importance des neuf secteurs de l'économie du sport et évolutions à long terme

Le tourisme sportif et les installations sportives sont les secteurs qui ont généré le plus de valeur ajoutée brute, en 2005 comme en 2014. La situation est quelque peu différente en 2017. Alors que la part de la valeur ajoutée brute imputable aux installations sportives est restée relativement constante depuis 2005, s'établissant entre 23 et 26 % du total généré par l'économie du sport, celle liée au tourisme sportif n'a cessé de reculer. C'est ainsi que, pour la première fois en 2017, elle s'est inscrite en deçà de celle produite par les clubs et fédérations sportifs. Continu depuis 2008, le recul du nombre de nuitées en hiver et de journées-skieurs dans les zones montagneuses a fait chuter la part du tourisme sportif de 22 à 18 %.

Même si le secteur des installations sportives continue d'être le plus performant dans l'économie suisse du sport en termes de valeur ajoutée brute en 2017, sa part a légèrement diminué du fait du dynamisme d'autres secteurs (p. ex. les clubs et fédérations sportifs).

La part de la valeur ajoutée brute associée aux clubs et fédérations sportifs est ainsi passée de 16 % en 2005 à 19,5 % en 2017. Cette croissance est principalement liée au fait que les trois grandes fédérations sportives internationales sises en Suisse, que sont la FIFA, l'UEFA et le CIO, ont vu leur valeur ajoutée brute fortement progresser (> +100 %). Ces trois fédérations comptent à elles seules, en 2017, pour 45 % de la valeur ajoutée brute générée par les clubs et fédérations sportifs, position qui résulte pour une grande part de la flambée des recettes liées aux droits de licence et de sponsoring.

Parallèlement, on observe depuis 2008 une baisse continue de la valeur ajoutée brute générée par le secteur du commerce (relevés de données 2011, 2014 et 2017). La forte appréciation du franc jusqu'en septembre 2011 de même que l'abandon par la Banque nationale suisse du taux plancher liant franc et euro début 2015 ont fortement contribué à faire chuter le chiffre d'affaires du commerce de détail dans le domaine du sport, les consommateurs se fournissant de plus en plus à l'étranger. Malgré cette tendance de fond, un redressement salutaire de l'ordre de 3 % a été enregistré pour la première fois entre 2016 et 2017 [8]. Ce dernier est lié à un mois de janvier 2017 enneigé ainsi qu'à une arrivée précoce de l'hiver 2017-2018, qui ont généré une hausse du chiffre d'affaires dans les commerces d'articles de sports d'hiver. La part du secteur du commerce dans l'économie du sport s'est néanmoins étiolée entre 2005 et 2017, passant de 11 à 7 %.



*La part indiquée pour chaque secteur en 2005 a été calculée rétroactivement sur la base des valeurs relevées en 2017, corrigées des taux de variation publiés.

Figure 3: Part des secteurs du sport dans la valeur ajoutée brute générée par l'économie du sport en 2017 par rapport à 2005

Source: Rütter Soceco

Le secteur des services liés au sport a en revanche progressé. En 2017, la valeur ajoutée brute qu'il a généré représentait 11 % de la valeur totale produite par le sport en Suisse, contre 8 % en 2005. Cette augmentation s'explique notamment par le fait que la Suisse a accueilli les Championnats d'Europe d'athlétisme en 2014 et les Championnats du monde de ski alpin en 2017, qui relèvent tous deux de ce secteur.

Les autres secteurs, à savoir les médias, la production d'appareils, d'articles et de vêtements de sport, l'administration publique, l'enseignement du sport, la formation au sport et la R&D ainsi que les accidents du sport, n'ont connu que des variations minimes entre 2005 et 2017 s'agissant de leur part dans la valeur ajoutée générée par l'économie du sport.

L'économie du sport est plutôt axée sur le marché intérieur

Vu la part élevée des secteurs économiques axés sur les services qui la composent, il n'est pas étonnant que l'économie du sport s'oriente principalement vers le marché intérieur suisse. Une grande partie de la valeur ajoutée et des emplois s'explique par la demande indigène. Les exportations de biens liés au sport – appareils, articles, vêtements – ont progressé, pour atteindre 102 millions de CHF en 2017 contre 91 millions en 2015[5]. Le volume global des importations en lien avec le sport est, quant à lui, nettement plus élevé qu'en 2015, totalisant environ 1,01 milliard de CHF [5]. Cette différence est essentiellement due au fait que la production de biens liés au sport ne joue en Suisse qu'un rôle économique négligeable. Au cours des 18 dernières années, cette production a encore perdu du terrain, un phénomène que traduit la balance commerciale (exportations moins importations), constamment négative durant la période sous revue. Ainsi, ce sont les importations qui couvrent la majorité de la demande de biens liés au sport comme les vêtements et le matériel nécessaires à sa pratique. Les consommateurs se tournent de plus en plus vers la vente en ligne, qui s'est imposée en Suisse comme un pilier du commerce d'articles de sport ces dernières années. Par effet de vases communicants, le commerce traditionnel enregistre une stagnation, voire un recul sur certains segments ou durant certaines années.

Le tourisme sportif joue, pour sa part, un rôle important dans le domaine des exportations. Les dépenses des touristes venant pratiquer le ski, le cyclisme, la randonnée ou d'autres activités sportives en Suisse (nuitées et restauration) influencent positivement la balance des paiements. Les données font toutefois actuellement défaut pour pouvoir chiffrer de façon précise cet effet. Dans le même temps, de nombreux Suisses passent des vacances sportives à l'étranger. Les répercussions de ces voyages ne sont toutefois pas analysées dans le contexte de l'économie du sport suisse tel que présentée ici puisqu'elles concernent principalement l'étranger.

[5] Une nouvelle méthode de calcul a été appliquée pour 2015 et 2017. Celle-ci ne tient pas compte des réexportations, c'est-à-dire des marchandises préalablement importées puis réexportées dans leur pays d'origine sans avoir été transformées.

Résultats détaillés pour chaque secteur du sport

Economie du sport 2017					
Secteurs du sport	**Production brute** en millions de CHF[1]	**Valeur ajoutée brute** en millions de CHF	Part dans l'économie du sport en %	**Emplois** en EPT[3]	Part dans l'économie du sport en %
Installations sportives	5459	2669	23 %	23 660	24 %
Clubs et fédérations sportifs	5115	2224	19 %	11 150	11 %
Services liés au sport	2130	1210	11 %	13 680	14 %
Administration publique, enseignement du sport et formation au sport, R&D	1191	911	8 %	6610	7 %
Production d'appareils, d'articles et de vêtements de sport	521	184	2 %	1370	1 %
Commerce	1298	858	8 %	8180	8 %
Médias	557	249	2 %	1720	2 %
Tourisme sportif	3760	2040	18 %	23 900	25 %
Accidents du sport	1508	1056	9 %	7630	8 %
Economie du sport	**21 539**	**11 401**	**100 %**	**97 900**	**100 %**
Part dans le PIB de la Suisse et dans le total des emplois en Suisse (en %)		1,7 %		2,4 %	

	Chiffre d'affaires en millions de CHF
Chiffre d'affaires généré par l'économie du sport	**22 231**

[1] La production brute globale correspond – sauf dans le commerce – approximativement au chiffre d'affaires (cf. note de bas de page 4).
[2] La production brute dans le commerce s'élève à 1298 millions de CHF et correspond à la marge brute. Le chiffre d'affaires dans le commerce de détail (production brute après ajout de la valeur d'acquisition des biens négociés) est estimé à 1990 millions de CHF.
[3] EPT = équivalents plein temps

Tableau 2: Récapitulatif des principaux résultats par secteur du sport en 2017

Source: Rütter Soceco

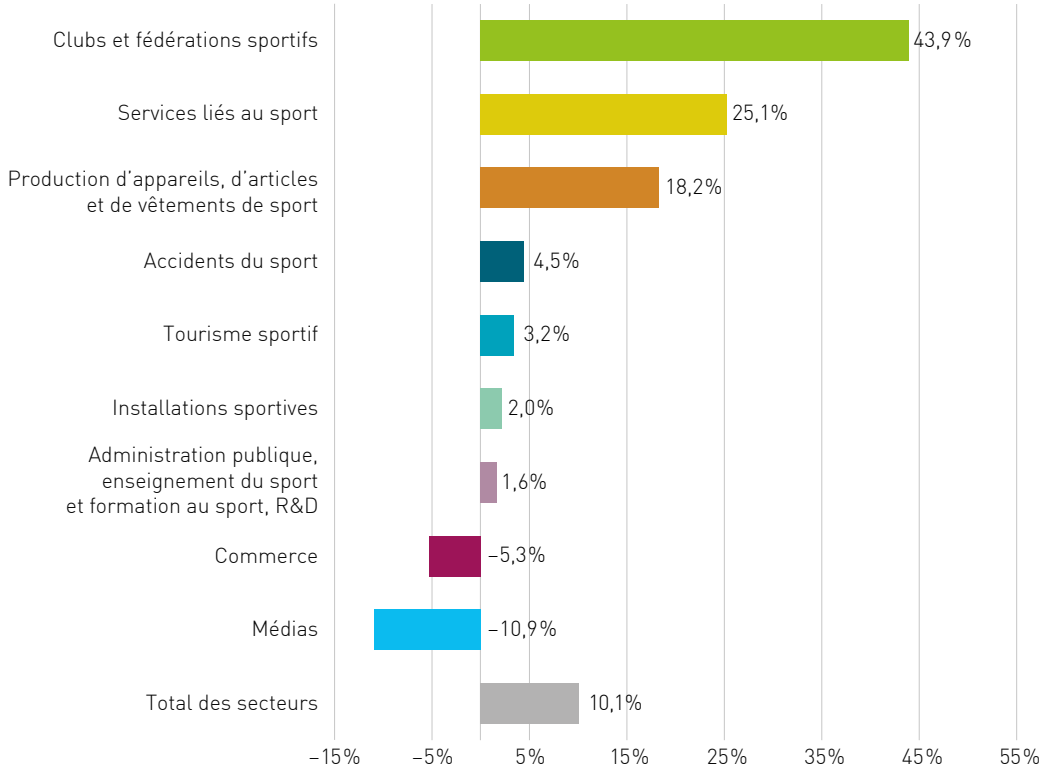
Installations sportives
2,7 milliards de CHF de valeur ajoutée, 23 660 emplois (EPT)

Le secteur des installations sportives comprend quatre sous-secteurs: exploitation d'installations sportives, remontées mécaniques et funiculaires, centres de gymnastique et de fitness et installations sportives non prises en compte dans la statistique structurelle des entreprises (STATENT). En 2017, l'exploitation des quelque 21 200 installations sportives de Suisse (uniquement les installations non comptabilisées dans d'autres secteurs) a généré une valeur ajoutée brute d'environ 2,7 milliards de CHF et 23 660 emplois à plein temps. Comptant ainsi pour 23 % de la valeur ajoutée brute de l'économie du sport et 24 % de ses emplois, le secteur des installations sportives joue un rôle économique essentiel. Son évolution repose en premier lieu sur celle des sous-secteurs des remontées mécaniques et funiculaires et des centres de gymnastique et de fitness.

Les installations sportives sont déterminantes pour la pratique active du sport, pour les clubs de sport ainsi que pour la mise sur pied de manifestations sportives. Les types d'installations sont aussi variés que l'est le spectre des disciplines sportives pratiquées en Suisse: installations polysportives en extérieur, salles de gymnastique et salles polyvalentes, centres de gymnastique et de fitness, parcours de golf, remontées mécaniques (utilisées à des fins sportives)... Les pouvoirs publics mais aussi des institutions privées et des associations gèrent et entretiennent ces infrastructures sportives.

Au total, la valeur ajoutée brute du secteur des installations sportives a progressé de 2 % entre 2014 et 2017. Les sous-secteurs des remontées mécaniques et funiculaires et des centres de gymnastique et de fitness ont représenté respectivement 13 et 19 % de la valeur ajoutée globale de ce secteur, soit près d'un tiers.

Le recul de la valeur ajoutée liée aux activités sportives dans le sous-secteur des remontées mécaniques et funiculaires, constaté entre 2011 et 2014, s'est poursuivi entre 2014 et 2017, avec une baisse de 3 % sur cette période. Cela s'explique principalement par la saison d'hiver 2016-2017, qui a été relativement mauvaise sur le plan touristique (neige suffisante mais



Chiffres 2014 modifiés sur la base de la méthode utilisée en 2017

Figure 4: Variation en % de la valeur ajoutée brute générée par chaque secteur du sport entre 2014 et 2017

Source: Rütter Soceco

tardive, franc fort), ainsi que par un tourisme d'hiver déclinant en Suisse. Dans le même temps, plusieurs domaines skiables ont mis en place de nouvelles offres de forfaits de ski attractives (p. ex. Wintercard, Magic Pass) afin de renforcer leur compétitivité et de contrer ces tendances négatives. Ces initiatives ont stimulé les ventes d'abonnements à la saison, ce qui a quelque peu freiné le déclin. De plus, certaines remontées mécaniques utilisées dans le cadre de pratiques sportives (p. ex. Davos/Klosters, Verbier, Arosa Lenzerheide) ont enregistré une augmentation de leur fréquentation en été, laquelle n'a toutefois pas suffi à compenser la diminution observée sur la période hivernale.

Parallèlement, la forte progression connue par les centres de gymnastique et de fitness entre 2011 et 2014 a marqué le pas sur la période 2014-2017. Ainsi, tandis qu'il avait connu une hausse de 950 emplois à plein temps entre 2011 et 2014, le nombre de personnes employées dans ce sous-secteur n'a crû que de 200 emplois à plein temps entre 2014 et 2017.

Dans l'ensemble du secteur des installations sportives, le nombre d'emplois a augmenté de 1,4 % entre 2014 et 2017 (+ 330 EPT). Cette évolution résulte d'une hausse minime dans les sous-secteurs des centres de gymnastique et de fitness, de l'exploitation d'installations sportives et des installations sportives non prises en compte dans STATENT. Dans le sous-secteur des remontées mécaniques et funiculaires, le nombre d'emplois à plein temps a certes progressé dans l'ensemble sur cette période, mais le nombre d'emplois à plein temps attribuables aux utilisations associées à la pratique sportive a diminué. En conséquence, le nombre d'emplois global relevant de l'économie du sport a légèrement fléchi dans le sous-secteur des remontées mécaniques et funiculaires.

Clubs et fédérations sportifs
2,2 milliards de CHF de valeur ajoutée,
11 150 emplois (EPT)

Les clubs et fédérations sportifs regroupent, du point de vue économique, des institutions très disparates. Il existe pour commencer de nombreux clubs de sport, dont les activités concernent aussi bien le sport amateur ou le sport de haut niveau que le sport professionnel. Viennent ensuite les fédérations sportives nationales, régionales et cantonales, qui chapeautent l'organisation du sport en Suisse. Enfin arrivent les fédérations sportives internationales, dont la plupart sont sises en Suisse, à l'instar des trois plus grandes, à savoir la FIFA, l'UEFA et le CIO. Ensemble, les clubs et fédérations sportifs jouent un rôle décisif dans l'économie du sport, générant en 2017 une valeur ajoutée brute de 2,2 milliards de CHF et employant environ 11 150 personnes (EPT). Si l'on considère l'économie du sport dans son ensemble, ils comptent pour 19 % de la valeur ajoutée brute produite et 11 % des emplois, une contribution non négligeable.

La grande majorité des clubs de sport fonctionnent pour l'essentiel grâce à l'engagement bénévole de leurs membres, d'où une productivité du travail légèrement inférieure à la moyenne. La situation est différente dans

les équipes professionnelles de la Swiss Football League et de la Swiss Ice Hockey National League, organisées pour la plupart en sociétés anonymes. Le bénévolat y joue un rôle moins important et la productivité du travail y est plus élevée. Cette productivité augmente encore d'un cran dans les fédérations sportives internationales, en particulier celles de grande taille, qui engrangent des revenus très élevés grâce à la commercialisation d'événements sportifs internationaux (p. ex. Coupes du monde de football). A noter que les paiements de transfert de ces institutions (p. ex. aux organisateurs de grandes manifestations sportives à l'étranger ou à des fédérations sportives nationales d'autres pays) ne sont pas pris en compte dans la production brute.

En 2017, les trois plus grandes fédérations que sont la FIFA, l'UEFA et le CIO ont contribué à hauteur de 45 % à la valeur ajoutée générée par le secteur des clubs et fédérations sportifs. Cette part grimpe à 56 % si l'on ajoute la contribution des autres fédérations sportives internationales (11 %). Pour comparaison, les fédérations nationales et régionales ne comptent que pour 6,5 % de la valeur ajoutée du secteur. Le reste de la valeur est imputable aux clubs de sport, à raison de 18 % pour les seuls clubs professionnels de football et de hockey sur glace et de 20 % pour les autres.

Si l'on considère la situation du point de vue des emplois, l'image est tout autre: les autres clubs comptent pour 40 % des emplois, soit deux fois plus que pour la création de valeur. Cela tient principalement à la relativement faible productivité du travail dans ce secteur. Par ailleurs, les nombreuses heures de travail bénévole fournies par les clubs et les fédérations ne sont pas incluses dans ces chiffres. Les fédérations sportives nationales et régionales contribuent elles aussi nettement plus aux emplois (11 %) qu'à la création de valeur (6,5 %). Là encore, il faut partir du principe que le travail bénévole tient une grande place dans les activités. A l'opposé, les clubs professionnels de football et de hockey sur glace et les fédérations sportives internationales contribuent à raison respectivement de 25 et 24 % aux emplois du secteur, soit nettement moins qu'à la création de valeur.

Tant les clubs professionnels de hockey sur glace et de football que les autres clubs sportifs ont accru leur valeur ajoutée entre 2014 et 2017. Cette augmentation de l'ordre de 10 à 20 % s'est accompagnée d'une légère hausse des emplois. Les fédérations internationales ont elles aussi connu une évolution positive. Les résultats du secteur des clubs et fédérations sportifs restent toutefois fortement influencés par ceux des trois grandes fédérations internationales (FIFA, UEFA, CIO). La valeur ajoutée brute de ces trois institutions a plus que doublé sur la période considérée tandis que le nombre de personnes qu'elles emploient a bondi de plus de 50 %. Si l'on prend en compte l'ensemble des évolutions qu'a connues le secteur des clubs et fédérations sportifs, la valeur ajoutée globale a progressé de près de 44 % et l'emploi de 11 %.

Services liés au sport
1,21 milliard de CHF de valeur ajoutée,
13 680 emplois (EPT)

Les services liés au sport présentent une composition hétérogène. Selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA), on peut attribuer directement à l'économie du sport les catégories suivantes: «Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs de droit privé», «Autres activités liées au sport», «Autres services de réservation et activités connexes» et «Autres activités récréatives et de loisirs», qui constituent ainsi une partie des sous-secteurs. Les hautes écoles et les hautes écoles spécialisées, qui relèvent de l'administration publique du secteur du sport, n'appartiennent pas à la catégorie «Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs de droit privé». Comptent en revanche parmi les prestataires de services liés au sport, les écoles et professeurs de danse, les organisateurs de manifestations sportives, les opérateurs de paris sportifs ainsi que les organisateurs de salons du sport. Les services liés au sport incluent par ailleurs les frais induits par le transport des personnes qui se rendent aux manifestations, qu'il soit public ou privé. Au total, le secteur des services liés au sport génère une valeur ajoutée brute de 1,2 milliard de CHF et emploie environ 13 680 personnes (EPT).

Ce secteur a réalisé une poussée marquée, enregistrant une augmentation de 25 % de sa valeur ajoutée brute entre 2014 et 2017. C'est le sous-secteur des prestations liées au sport et des écoles de sport qui compte pour la plus grande part dans la valeur ajoutée brute (1 milliard de CHF). Ce sous-secteur inclut notamment les entraîneurs professionnels, les leçons de sport privées, les activités des guides de montagne, les services de réservation pour les manifestations sportives ainsi que les écoles de conduite et de pilotage. Comparativement à 2014, il a connu une croissance de la valeur ajoutée produite de quelque 30 %.

Le sous-secteur des organisateurs de manifestations sportives (grandes manifestations, autres manifestations, frais de transport) joue également un rôle important en termes de valeur ajoutée et d'emploi dans le secteur des services liés au sport. Alors qu'entre 2011 et 2014, c'est surtout la valeur ajoutée brute générée par les grandes manifestations sportives qui avait progressé (+26 %), une hausse équivalente a été observée sur la période 2014-2017 s'agissant des autres manifestations sportives. Durant cette seconde période, les grandes manifestations sportives n'ont connu, elles, qu'une hausse de 4 %.

Les années à venir devraient être marquées par des évolutions sensibles dans le domaine des grandes manifestations sportives. Lausanne accueille en effet les Jeux olympiques de la jeunesse en 2020, Zurich le Championnat du monde de hockey sur glace en 2020 et Lucerne l'Universiade d'hiver en 2021.

Administration publique, enseignement du sport et formation au sport, R&D
911 millions de CHF de valeur ajoutée, 6610 emplois (EPT)

Le secteur du sport Administration publique, enseignement du sport et formation au sport, recherche et développement (R&D) englobe des activités économiques incombant en grande partie aux pouvoirs publics. L'essentiel des dépenses publiques en lien avec le sport concernent l'entretien et l'exploitation d'installations sportives ainsi que les investissements dans ces installations. Leurs incidences en matière de valeur ajoutée et d'emploi sont déjà prises en compte dans le secteur des installations sportives. Ce secteur comprend les trois sous-secteurs de l'enseignement du sport, de la formation au sport dans les hautes écoles et R&D et du sport universitaire. L'ensemble de ce secteur a généré en 2017 une valeur ajoutée brute de 911 millions de CHF et 6610 emplois à plein temps.

Les coûts administratifs associés à la gestion du sport et du sport facultatif qui ont une influence sur la valeur ajoutée et l'emploi sont imputés à l'administration publique (Office fédéral du sport OFSPO, services cantonaux et communaux des sports). En 2017, ces coûts ont généré au sein de la Confédération, des cantons et des communes une valeur ajoutée brute de 130 millions de CHF et 962 emplois à plein temps.

Les sous-secteurs de l'enseignement du sport d'une part et de la formation au sport dans les hautes écoles et R&D d'autre part sont eux aussi financés et gérés en majeure partie par les pouvoirs publics. Les emplois à plein temps attribuables à l'enseignement du sport dans les établissements de la scolarité obligatoire, les écoles moyennes et les écoles privées sont estimés à près de 5000. S'y ajoutent la formation des enseignants de sport et les filières d'études en sciences du sport proposées au degré tertiaire ainsi que les activités publiques et privées de recherche et développement. Les services des sports universitaires, avec leurs offres à l'attention des étudiants, relèvent également de ce secteur de l'économie du sport. Ces diverses activités représentent 630 emplois à plein temps supplémentaires liés au sport. L'ensemble des tâches d'enseignement, de formation et de R&D ont généré au total une valeur ajoutée brute de 780 millions de CHF en 2017.

Comme les études précédentes l'ont déjà montré, les filières d'études consacrées aux sciences du sport jouissent d'une demande croissante en Suisse. L'attractivité de la Suisse dans ce domaine résulte pour beaucoup de la proximité avec le CIO et de nombreuses autres fédérations sportives internationales qui y ont leur siège. Les effectifs de personnel des hautes écoles précisément liés aux filières d'études en sciences du sport ont continué de progresser entre 2014 et 2017 (+13 %).

Depuis 2014, la valeur ajoutée brute créée par la Confédération a connu une baisse de 4 %. Pourtant, la Confédération, les cantons et les communes enregistrent ensemble un accroissement de 6 % de la valeur ajoutée brute et de 3,5 % des emplois. Les valeurs enregistrées par le sous-secteur de l'enseignement du sport restent presque constantes pour un effectif d'élèves lui aussi quasi inchangé. Dans sa globalité, le secteur Administration publique, enseignement du sport et formation au sport, R&D a vu sa valeur ajoutée brute augmenter d'environ 2 % et ses emplois de 110 équivalents plein temps.

Production liée au sport
Valeur ajoutée de 184 millions de CHF, 1370 emplois (EPT)

Le secteur de la production liée au sport comprend trois sous-secteurs: premièrement, la production d'appareils pour la pratique du sport – incluant non seulement la fabrication d'engins de sport au sens strict tels que les skis et les chaussures de ski, mais aussi p. ex. la fabrication de bicyclettes, de bateaux, d'armes et de munitions; deuxièmement, la production d'autres biens en lien avec le sport tels que les boissons pour sportifs et les livres sur le sport; et troisièmement, la production de vêtements de sport. En 2017, l'ensemble de la production liée au sport a représenté une valeur ajoutée brute de 184 millions de CHF et environ 1370 emplois à plein temps.

La production d'appareils pour la pratique du sport est de loin le plus important des trois sous-secteurs. Le secteur lui doit 85 % de sa valeur ajoutée, soit quelque 157 millions de CHF, et 86 % de ses emplois, soit environ 1180 emplois à plein temps. Les trois quarts de ces apports sont imputables aux engins de sport au sens strict. Le quart restant est imputable aux biens liés au sport dans un sens plus large: bicyclettes, bateaux, etc. Quant aux autres biens liés au sport, leur importance est nettement moindre (valeur ajoutée brute: 22 millions de CHF; EPT: 140), tout comme celle de la fabrication de vêtements de sport, encore plus faible (VAB: 5 millions de CHF; EPT: 50).

Au total, la production liée au sport a contribué pour environ 2 % – une contribution relativement faible – à la valeur ajoutée et à l'emploi dans l'économie du sport. Pour une population résidente de près de 8 millions de personnes et le marché que cette population représente, le caractère mineur de ce secteur a de quoi surprendre, de prime abord. Mais on le comprend mieux quand on se rappelle que les biens liés au sport demandés en Suisse sont très majoritairement importés et qu'ils sont issus de réseaux de production mondiaux (Nike ou Adidas, p. ex.). En 2018, leur valeur a avoisiné les 1121 millions de CHF. Le volume d'importations élevé des biens liés au sport contraste avec le volume d'exportations de ces biens, d'une valeur de 112 millions de CHF en 2018, donc dix fois inférieur. Soulignons à ce propos que les statistiques officielles du commerce extérieur publiées par l'Administration des douanes, faisant état d'exportations beaucoup plus conséquentes, ne donnent pas une idée juste de

la réalité. Les chiffres concernant les exportations de vêtements et de chaussures de sport, notamment, ont explosé ces dernières années sous l'effet des réexportations (marchandises importées et réexportées sans subir de transformations). Ces réexportations sont dues principalement à l'expansion continue de magasins en ligne étrangers tels que Zalando, dont beaucoup de clients retournent les articles qu'ils ont achetés quand ils ne leur vont pas bien ou qu'ils ne leur plaisent pas. Pour offrir une vision réaliste, les chiffres du commerce extérieur cités plus haut ont été corrigés à la fois des réexportations et des réimportations.

L'emploi dans l'ensemble de la production liée au sport a augmenté de 10 % environ par rapport à 2014. Vu la nette augmentation de la productivité du travail (8 % pour l'ensemble de la production liée au sport), la croissance de la valeur ajoutée brute du secteur de la production liée au sport est encore plus marquée, puisqu'elle représente 18 % par rapport à 2014. Cette hausse est due à la production d'engins de sport au sens strict (EPT: 20 %, VAB: 39 %) ainsi qu'à la production de bicyclettes (EPT: 46 %, VAB: 67 %). Dans cette dernière, la progression du marché du vélo électrique joue un rôle central. Cette croissance a par contre été légèrement freinée par deux reculs: le premier concerne la fabrication de vêtements de sport (EPT: 26 %, VAB: 22 %) et le deuxième la production d'articles de sport (EPT: 10 %, VAB: 4 %). Cette évolution globalement positive de la production liée au sport contraste avec la stagnation enregistrée sur la période 2011-2014 et constitue un renversement de tendance.

Commerce
Valeur ajoutée de 858 millions de CHF, 8180 emplois (EPT)

Le secteur du commerce lié au sport recouvre le sous-secteur du commerce de détail d'articles de sport au sens strict – chaussures de sport, engins de sport, etc. – et le sous-secteur des autres biens en lien avec le sport, comme les bicyclettes ou les journaux et les livres ayant trait au sport. Par conséquent, le commerce de gros portant sur ces articles est également pris en compte. En 2017, le secteur du commerce lié au sport a contribué à l'économie du sport avec une valeur ajoutée brute de 858 millions de CHF (8 % de la VAB totale) et environ 8180 emplois à plein temps (8 % du total des EPT).

Le chiffre d'affaires du commerce de détail de l'ensemble des biens liés au sport est estimé à 2 milliards de CHF en 2017 – montant qui n'inclut pas le chiffre d'affaires réalisé avec des articles de sport qui n'ont pas le sport comme finalité première, p. ex. les chaussures de sport utilisées comme chaussures de loisirs. Ce chiffre d'affaires a généré une valeur ajoutée brute de 589 millions de CHF et 6350 emplois à plein temps dans le commerce de détail, ainsi qu'une valeur ajoutée brute de 269 millions de CHF et 1830 emplois à plein temps dans le commerce de gros. Dans le commerce de détail et dans le commerce de gros, la valeur ajoutée brute provient à 70 % des chiffres d'affaires réalisés dans le commerce spécialisé, à 20 % des chiffres d'affaires réalisés dans le commerce mixte et à 10 % des chiffres d'affaires du commerce portant sur d'autres biens en lien avec le sport.

Après un fort tassement, entre 2010 et 2016, des chiffres d'affaires dans le sous-secteur du commerce de détail d'articles de sport (-20 % environ), on a observé, en 2017, une légère reprise d'environ 3 % par rapport à 2016 [8]. Les reculs enregistrés durant la première moitié de la décennie sont certainement dus principalement à la forte appréciation du franc jusqu'en septembre 2011 ainsi qu'à l'abandon par la Banque nationale suisse du taux plancher face à l'euro début 2015. Selon l'institut de recherches socio-économiques GFK, la reprise du chiffre d'affaires enregistrée en 2017, qui est la première reprise depuis longtemps, s'explique par la quantité de neige tombée en janvier et en décembre, qui a boosté les chiffres d'affaires de l'industrie des sports d'hiver [8].

A l'avenir, deux facteurs vont influer fortement sur le commerce lié au sport en Suisse: d'une part, les chiffres d'affaires du commerce en ligne progressent continuellement depuis des années tandis que ceux du commerce traditionnel stagnent, voire reculent. Il est probable que cette tendance va s'accentuer et poser au commerce lié au sport (comme à la plupart des segments du commerce de détail) des défis importants. La grande question sera de savoir dans quelle mesure les magasins en ligne des enseignes de sport suisses parviendront à rester compétitifs face à la concurrence étrangère. D'autre part, on voit depuis peu avec Décathlon, qui a racheté les filiales Athleticum, un géant français du commerce lié au sport s'implanter sur le marché suisse avec des marques propres, des prix bas et des grandes surfaces, en misant jusqu'à présent principalement sur le commerce traditionnel.

Médias
Valeur ajoutée de 249 millions de CHF, 1720 emplois (EPT)

Le secteur Médias est composé du sous-secteur Chaînes et stations publiques et privées de télévision et de radio ainsi que du sous-secteur Presse écrite, qui inclut les revues spécialisées dans le sport et les sections sport des quotidiens. Ensemble, ces deux sous-secteurs ont généré en 2017 une valeur ajoutée de 249 millions de CHF et 1720 emplois à plein temps.

La SRG SSR[6] et ses filiales consacrent 8,5 % de leurs grilles au sport, un pourcentage calculé sur la base du nombre de minutes d'émission portant sur ce sujet à la radio et à la télévision. Les 75 millions de CHF de valeur ajoutée brute générées par la SRG SSR et ses filiales

[6] Société suisse de radiodiffusion et télévision SRG SSR

représentent un bon 30 % de la valeur ajoutée brute du secteur Médias. En revanche, seuls 27 % des emplois de ce secteur, soit 470 emplois à plein temps, incombent à la radio et à la télévision publiques. Les chaînes et stations de télévision et de radio privées, qui ont un volet sport nettement plus restreint, pèsent donc moins lourd dans le secteur Médias. Elles ne génèrent que 3 millions de CHF de valeur ajoutée brute et 90 emplois.

La presse écrite est le sous-secteur qui donne la plus grande place au sport, celui-ci représentant 12 % de ses articles. On lui doit 1160 emplois à plein temps et une valeur ajoutée brute de près de 170 millions de CHF. Ce sont les journaux qui fournissent la plus grosse contribution, tandis que les revues comptent pour un peu plus de 12 % dans la valeur ajoutée dégagée par la presse écrite. Cette différence est due, d'une part, à la différence de taille entre ces deux segments de la presse écrite et, d'autre part, à la proportion d'articles dédiés au sport bien plus élevée dans les journaux.

Par rapport à 2014, la part du sport dans les médias a diminué, passant de 11 % à 10 %, tout comme la valeur ajoutée générée par ce secteur (-11 %) et le nombre d'emplois qu'il recèle (-12 %). Ces baisses sont liées aux mutations structurelles que subit la branche des médias, qui entraînent des pertes d'emplois depuis de nombreuses années. La SRG SSR a vu elle aussi sa part d'émissions sportives diminuer (de 9 % à 8,5 %). Cela s'explique par l'absence d'événements sportifs de très grande ampleur en 2017 (pas de Jeux olympiques ni de Coupe du Monde ou de Championnat d'Europe de football). En principe, la part du sport dans les médias devrait augmenter à nouveau ces prochaines années avec la tenue de nouvelles grandes manifestations sportives.

De 2014 à 2017, dans le sous-secteur de la presse écrite, les emplois à plein temps (EPT) dans les revues ont augmenté de 24 % alors que les journaux en ont perdu 18 %. Cette évolution reflète une tendance durable dans la branche des médias, due surtout aux nouvelles habitudes des consommateurs. Comme les journaux représentent l'acteur le plus important de la presse écrite et que leur volet sport est plus étoffé que dans le reste de la presse écrite, ces deux aspects cumulés induisent un recul du sport dans les médias et une diminution de l'impact économique du sport.

Dans les radios et télévisions privées, les émissions consacrées au sport et le nombre d'emplois augmentent fortement du fait, surtout, de la nouvelle offre d'UPC avec sa chaîne MySports, lancée en automne 2017. Cette chaîne entièrement dédiée au sport est un poids lourd dans ce sous-secteur des médias. En 2017, toutefois, MySports a affiché plus de dépenses que de recettes, si bien que la création de valeur ajoutée des radios et télévisions privées a baissé de plus de moitié. Comme les radios et télévisions privées sont un acteur mineur du secteur Médias, leur croissance ou déclin n'a que peu d'impact sur ce dernier.

Tourisme sportif
Valeur ajoutée de 2,04 milliards de CHF, 23 900 emplois (EPT)

L'ensemble du secteur du tourisme sportif a généré en 2017 une valeur ajoutée de 2,04 milliards de CHF pour environ 23 900 emplois à plein temps. Le tourisme sportif comprend les dépenses relatives à l'hébergement et aux repas des touristes séjournant dans l'hôtellerie et la parahôtellerie ainsi que des touristes à la journée. Les frais de repas assumés par les propriétaires de logements de vacances et la valeur locative des logements de vacances non loués sont inclus dans ce secteur au prorata. Ce secteur englobe toutes les activités touristiques dans lesquelles le sport constitue l'un des motifs du voyage ou des vacances. S'ajoutent à cela les dépenses en lien avec le sport effectuées dans les agences de voyage et les organisations de tourisme (branche 79 de la NOGA, services de réservation y compris). Pour quantifier le tourisme sportif, on estime la part due au sport dans la fréquentation touristique ainsi que dans les branches économiques concernées.

Suisse Tourisme calcule la part due au sport dans la fréquentation touristique de quatre grandes régions: grands centres urbains, zones urbaines de moindre importance, Plateau suisse et Préalpes, espace alpin. C'est dans l'espace alpin et en hiver que le sport joue le plus grand rôle dans la fréquentation touristique, et c'est dans les grands centres urbains en hiver et en été qu'il joue le rôle le plus faible. En moyenne, sur les deux saisons et sur l'ensemble des régions, 26 % de la clientèle des hôtels citent le sport comme motif de séjour, contre 42 % pour la clientèle de la parahôtellerie (logements de vacance loués inclus) et les logements de vacances utilisés en propre. En moyenne, le sport est impliqué dans 35 % de tous les séjours avec nuitée. Cumulée avec les 19 % des touristes à la journée, la part du sport dans la fréquentation touristique totale représente 23,5 %. Quant à la part dédiée au sport parmi les dépenses effectuées dans les agences de voyage et les organisations de tourisme, elle est évaluée à 13 %.

Ce sont la parahôtellerie et les logements de vacances utilisés en propre – lesquels comprennent aussi la valeur locative des logements de vacances non loués – qui contribuent le plus à la valeur ajoutée (750 mio de CHF). Si la valeur locative implique une valeur ajoutée, elle ne crée pas de places de travail, ce qui fait que la contribution de ce sous-secteur à l'emploi est nettement inférieure à sa contribution à la valeur ajoutée. C'est le tourisme hôtelier qui occupe la première place en matière d'emploi avec environ 10 370 emplois à plein temps. Les agences de voyage et les organisations de tourisme représentent pour leur part 1720 emplois à plein temps en lien avec le sport. Le nombre total de nuitées, toutes catégories confondues, a augmenté en Suisse entre 2014 et 2017. Néanmoins, cela n'a eu que peu d'effets sur les nuitées liées au sport puisque la majorité de celles-ci concernent l'espace alpin en hiver et ont légèrement

reculé durant cette période. La production brute des excursions à la journée et des séjours avec nuitées n'a ainsi que légèrement augmenté, de 2,5 %.

Les agences de voyage et les organisations de tourisme ont vu leur production brute augmenter fortement de 2014 à 2017. Avec les excursions à la journée et les séjours avec nuitées, on aboutit à une hausse de la production brute du tourisme sportif de 4 %. En ce qui concerne la valeur ajoutée, l'évolution a été similaire. En raison d'une légère hausse de la consommation intermédiaire, la valeur ajoutée a augmenté de 3 %, soit un peu moins que la production brute. Le secteur a accru sa valeur ajoutée avec un nombre d'emplois encore plus bas qu'en 2014. Ce sont surtout les agences de voyage qui ont vu leurs effectifs baisser. Le tourisme sportif a ainsi enregistré un recul des emplois de 1% environ – ce qui signifie aussi que sa productivité a légèrement augmenté, essentiellement grâce aux agences de voyage, là encore.

Tout porte à croire qu'après 2017, la situation changera. Les données déjà disponibles sur les nuitées et certaines informations publiées par les entreprises de remontées mécaniques permettent de penser que 2018 a été une bonne année sur le plan touristique. Reste à savoir si cela annonce un regain positif sur le long terme ou s'il ne s'agit que d'une embellie saisonnière.

Accidents du sport
Valeur ajoutée de 1,06 milliard de CHF, 7630 emplois (EPT)

Les accidents font partie des réalités les moins agréables du sport. Le secteur des accidents du sport se divise en quatre sous-secteurs: traitements hospitaliers, autres coûts dus aux traitements, administration et sauvetage et transport. En principe, les accidents du sport engendrent des coûts économiques, réduisant ainsi la prospérité de l'économie nationale. Les traitements et l'atténuation des conséquences des accidents sont toutefois sources d'activité économique et, puisqu'ils créent de la valeur ajoutée et de l'emploi, doivent être pris en compte dans l'estimation globale de l'importance économique du sport. En 2017, les accidents du sport ont créé une valeur ajoutée brute proche de 1,06 milliard de francs et ils ont été à l'origine de 7630 emplois à plein temps (EPT). La contribution des accidents du sport à l'économie du sport a été de 9 % en termes de valeur ajoutée et de 8 % en termes d'emploi.

Chaque année, plus de 400 000 personnes se blessent en faisant du sport – et la tendance est à la hausse. La plupart des accidents se produisent dans le cadre des sports d'hiver et des sports de ballon, en particulier du football. Au total, les accidents de sports d'hiver représentent environ un tiers du coût des accidents de sport – une proportion stable depuis plusieurs années. Les accidents du football viennent au deuxième rang avec 18 % du coût des accidents.

La répartition de la valeur ajoutée induite par les accidents du sport est restée stable durant la période considérée. La plus grande partie est produite par deux sous-secteurs: celui des traitements hospitaliers (57 %) et celui des autres coûts dus aux traitements, dont font partie les soins ambulatoires (26 %). Ces deux sous-secteurs sont également les principaux pourvoyeurs d'emplois, avec quelque 4900 EPT et 1560 EPT respectivement. Quant à la contribution du secteur sauvetage et transport à la valeur ajoutée brute des accidents du sport, elle reste relativement faible (5 %) même si elle a finalement fortement augmenté par rapport à 2014 (VAB: 12 %, EPT: 9 %).

Sur les dix dernières années, on constate qu'abstraction faite de fluctuations ponctuelles, tant le nombre d'accidents du sport que les charges courantes qu'ils ont entraînées ont augmenté de manière continue. On notera aussi que les coûts liés aux accidents du sport ont crû de manière disproportionnée par rapport au nombre d'accidents. En 2016, on a même observé une nette augmentation de ces coûts pour un nombre d'accidents en baisse. Les raisons en sont multiples. Tout d'abord, les coûts de la santé en général ont fortement progressé ces derniers temps – encore qu'un transfert de charges du domaine hospitalier vers le domaine ambulatoire dans plusieurs cantons en 2018[7] laisse présager une stagnation, voire une baisse de ces coûts ces prochaines années. Ensuite, les accidents de sports d'hiver jouent un rôle décisif dans les coûts: vu leur gravité (blessures au genou, p. ex.), ils nécessitent souvent un sauvetage aérien et impliquent des hospitalisations très coûteuses. On l'a vu tout particulièrement en février 2017, mois exceptionnellement ensoleillé qui s'est accompagné d'un pic de la pratique des sports d'hiver et, partant, d'une nette augmentation du nombre de sauvetages aériens. Enfin, l'effet des changements démographiques continue de se faire sentir: la moyenne d'âge des pratiquants des sports d'hiver a augmenté, avec pour corollaires une tendance à l'augmentation du risque d'accidents et des traitements plus chers que la moyenne. A cela s'ajoute le fait que, de 2016 à 2017, on a enregistré nettement plus d'accidents de VTT. Est-ce dû à une variation au niveau de la méthode statistique ou à une évolution des comportements (pratique en hausse du VTT et du VTT électrique, p. ex.)? Les données disponibles ne permettent pas de trancher pour l'instant.

Dans l'ensemble, la production brute et la valeur ajoutée brute dans le secteur des accidents du sport ont chacune augmenté de 4 % environ entre 2014 et 2017, entraînant une hausse du volume des emplois de 3 % ou 205 emplois à plein temps. Ces valeurs restent malgré tout très inférieures à celles enregistrées entre 2011 et 2014 (+20 % et +18 % respectivement).

[7] Cf. à ce sujet les publications de l'OFS sur les coûts et le financement du système de santé

Approche méthodologique

Définition – qu'est-ce que le sport?

Il n'est pas facile de répondre à la question «Qu'est-ce que le sport?» et le débat scientifique n'a dégagé aucun consensus sur une définition universelle et partagée du concept (donc du mot) de sport ni sur la délimitation des activités sportives et non sportives.

Du reste, l'acception du sport au sein de la société a changé au fil du temps. Si, autrefois, la notion de performance et l'esprit de compétition occupaient le premier plan, le monde du sport tel que nous le connaissons actuellement appelle à faire de nombreuses différenciations et présente des facettes beaucoup plus riches. La diversité croissante des activités sportives, qu'il s'agisse de compétitions, de sport associatif, de pratique dans une salle de fitness, de jogging ou de randonnée, donne tout son sens à une acception large et moderne du sport. Ce qui en était exclu peut très bien en faire partie désormais.

Aussi la présente étude ouvre-t-elle son cadre conceptuel – à côté du sport de haut niveau – à *toutes* les activités axées sur le mouvement et le jeu, qu'il s'agisse de sport populaire, de sport de loisirs ou de pratique sportive occasionnelle. Elle inclut donc, outre la pratique active du sport, le sport passif, par exemple le fait d'assister à des manifestations sportives ou de suivre les événements sportifs par le canal des divers médias.

Mais le fait d'élargir à ce point la notion de sport ne dispense pas de répondre concrètement à cette question: quelles activités recouvre le sport, et quelles sont les activités hors définition? A partir d'une analyse fondée sur des critères et d'estimations standard d'experts, la randonnée sportive, les échecs et le slow-up entrent par exemple dans la définition du sport, contrairement aux activités comme le saut à l'élastique (bungee jumping), la chasse, le jass, l'aéromodélisme, le wellness ou le e-sport. Ces dernières ne s'inscrivent donc pas dans le cadre de référence de l'étude. Concernant le e-sport, toutefois, les frontières ne sont pas toujours claires. Ces dernières années, cette pratique, qui constituait autrefois un loisir d'initiés, a connu un essor sans précédent avec la création de ligues nationales et internationales, de retransmissions en direct dans les médias ainsi que l'avènement d'équipes et de joueurs professionnels. La question de savoir s'il s'agit d'un sport au sens traditionnel du terme fait l'objet de débats scientifiques, politiques et culturels. Etant donné que cette question n'est pas encore tranchée, le e-sport n'est pas pris en compte explicitement dans le cadre de la présente étude. Bien que certains aspects du e-sport jouent un rôle indirect dans certains sous-secteurs (p. ex. paiements de licences pour les sportifs et les fédérations, comptes rendus dans les médias ou encore fédérations à la fois de sport et de e-sport), il est peu probable que ces éléments non mesurables aient une incidence tangible sur les résultats présentés dans le cadre de cette étude.

L'économie du sport, une branche transversale

L'économie du sport n'est pas un secteur d'activité économique traditionnel, dont les incidences en matière de chiffre d'affaires, d'emploi et de valeur ajoutée peuvent être déduits directement des statistiques économiques, comme c'est le cas pour l'agriculture et l'industrie mécanique. L'économie du sport est au contraire ce qu'il est convenu d'appeler une branche transversale. Comme le tourisme ou la culture, elle se compose d'une multitude de secteurs économiques, eux-mêmes interdépendants.

Du point de vue économique, seuls des secteurs du sport tels que les installations sportives, les clubs et fédérations sportifs, ou encore certains services (publicité et marketing sportifs, écoles de sport, etc.), sont – en partie du moins – directement identifiables dans la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA). Dans l'économie du sport, de nombreuses autres branches jouent un rôle essentiel, d'où l'éclairage particulier qui leur est donné ici. Dans la présente étude, les divers secteurs ont été identifiés et délimités selon une approche macro-économique et différenciée, puis recensés et agrégés pour former un système global du sport – appelé ici «économie du sport». Lors de la délimitation de chacun des secteurs du sport, l'attribution précise des activités économiques a fait l'objet d'une attention particulière en ce qui concerne les clubs et fédérations sportifs, les installations sportives et les manifestations sportives.

Délimitation de certains secteurs

En économie du sport, les installations sportives doivent être considérées en termes nets afin d'éliminer les doubles comptages. Une partie des installations sportives et de leurs incidences économiques est attribuée, dans l'économie du sport, aux clubs ainsi qu'à certaines écoles[8] dans le secteur des services liés

[8] P. ex. écoles d'équitation, écoles de conduite et écoles aéronautiques

au sport. Le secteur des installations sportives comprend les installations résultant de placements privés ainsi que celles qui sont gérées ou exploitées par les pouvoirs publics. Ces dernières ne font toutefois pas partie du secteur Administration publique.

Considérant le secteur des services liés au sport, une grande partie de l'impact économique des grandes manifestations sportives est d'ores et déjà attribuée aux clubs et fédérations sportifs. Afin d'éviter les doubles comptages, les services liés au sport sont attribués exclusivement aux organisateurs qui ne sont pas déjà inclus dans le secteur des clubs et fédérations sportifs (p. ex. organisateurs privés et commerciaux). Pour les fédérations sportives, qui font également partie des services liés au sport, on considère la moyenne d'une période de quatre ans. Les résultats présentés pour l'année 2014 représentent donc la moyenne des années 2011 à 2014, et ceux pour l'année 2017 la moyenne des années 2015 à 2018.

Emploi, production brute et valeur ajoutée brute

Selon l'approche méthodologique utilisée pour la présente étude, l'économie du sport comprend neuf secteurs, qui se subdivisent en sous-secteurs. Du côté de l'offre, un grand nombre de ses acteurs constituent un réseau interdépendant très complexe par le jeu de la consommation intermédiaire et des transferts financiers.

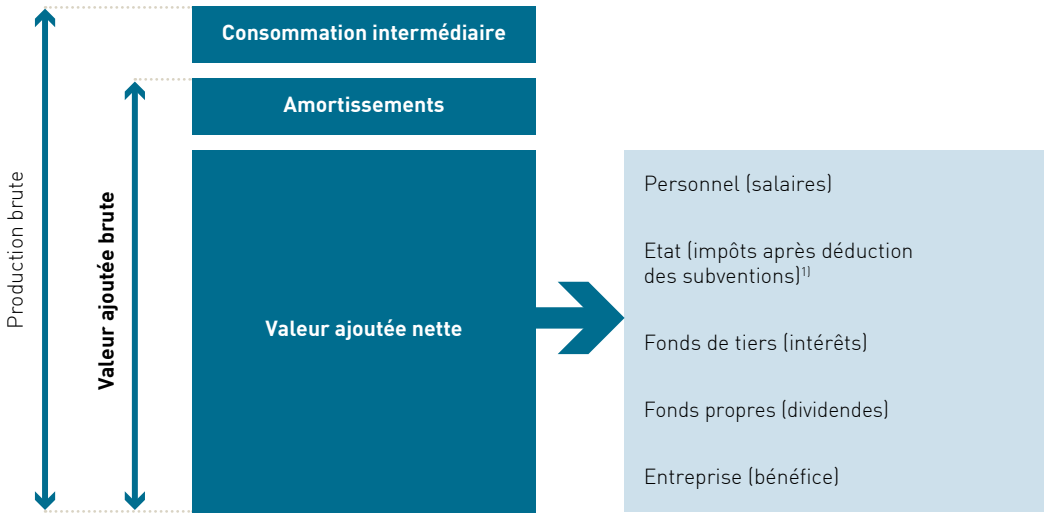
L'étude est centrée sur l'influence directe du sport sur l'économie nationale durant l'année de référence. Elle inclut toutes ses incidences en matière de valeur ajoutée et d'emploi à l'intérieur du cadre conceptuel de l'économie du sport, lesquelles sont agrégées pour illustrer l'importance du sport dans l'économie globale. Les chevauchements entre secteurs, par exemple les manifestations sportives organisées par des clubs et fédérations sportifs, ont été éliminés.

Afin d'exclure les doubles comptages résultant de l'addition des transferts financiers, l'étude est axée sur les incidences en matière de valeur ajoutée et d'emploi. La valeur ajoutée fait ressortir la performance économique, élimine les doubles comptages issus des interdépendances économiques et peut être mise en relation directe avec le produit intérieur brut (PIB). Il n'est pas fait état explicitement des flux financiers entre les divers secteurs et sous-secteurs.

La valeur ajoutée équivaut à la création de valeur d'une entreprise, d'une organisation ou d'une branche sur une période déterminée (un exercice, par exemple), c'est-à-dire sa performance économique dans le jeu de l'économie nationale. On distingue la valeur ajoutée brute de la valeur ajoutée nette. A l'échelon de la comptabilité nationale, la valeur ajoutée brute de toutes les entreprises équivaut approximativement au PIB.

Si l'on ajoute à la valeur ajoutée brute la consommation intermédiaire, on obtient la production brute, soit approximativement le chiffre d'affaires d'une entreprise, d'une organisation ou d'une branche. Dans le commerce, la production brute est assimilable à la marge brute. Elle correspond donc au chiffre d'affaires après déduction de la valeur d'acquisition des biens négociés. C'est pourquoi, dans la présente étude, il est aussi fait état du chiffre d'affaires «sportif» du commerce lié au sport.

Les incidences indirectes, c'est-à-dire qui sortent du cadre conceptuel de l'économie du sport, ne sont pas prises en considération dans la présente étude. C'est le cas de la demande de consommation intermédiaire et d'investissement des entreprises actives en dehors de l'économie du sport ainsi que de la demande de consommation induite par les revenus salariaux des personnes exerçant leur activité professionnelle dans l'économie du sport.



[1]Sans impôts sur les biens ni subventions

Figure 5: Définition de la production brute et de la valeur ajoutée brute

Source: Rütter Soceco, les auteurs

Les frais de déplacement liés à des manifestations sportives et les repas pris par des touristes séjournant en Suisse en relation avec des activités sportives (avec nuitées ou dans le cadre d'excursions à la journée) sont inclus dans l'étude dès lors que le rapport avec le sport est manifeste.

L'importance économique du sport dans le contexte de la présente étude fait référence aux paramètres monétaires qui sont étroitement liés à la comptabilité nationale. Il n'est pas tenu compte des activités bénévoles ni d'autres incidences immatérielles, telles que les bienfaits du sport sur la santé et l'utilité éducative du sport.

Socle de données

Le principal cadre de référence servant à délimiter le concept de l'économie du sport et à déterminer l'importance de celle-ci est la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) de l'Office fédéral de la statistique. Cet outil permet de lier les résultats de l'économie du sport à l'économie globale et de les affiner par secteur du sport.

L'économie du sport en Suisse a été délimitée dans le détail par branche, sur le modèle de diverses études étrangères et de chacun des secteurs du sport qui y figurent. On distingue les branches qui ont un lien direct avec le sport de celles qui n'en ont pas. Les branches ayant un lien avec le sport ont été sélectionnées dans un souci de transparence et de précision maximales.

Certains secteurs ou branches économiques du sport – les clubs et fédérations sportifs ainsi que certains services, par exemple – sont intégralement assimilés au sport, avec une part de 100 %. D'autres, comme la production de vêtements de sport et de loisirs et la télévision, ne peuvent revendiquer qu'une partie de la valeur ajoutée et des emplois attribués au sport, d'où une part inférieure à 100 %.

Les principaux outils empiriques utilisés pour la présente étude sont les suivants: analyses détaillées de la statistique structurelle des entreprises (nombre d'établissements et d'emplois) et du Registre des entreprises et des établissements (REE) de l'Office fédéral de la statistique, études approfondies de certains secteurs du sport (installations sportives, clubs et fédérations sportifs, manifestations sportives, médias, tourisme sportif), mini-enquêtes auprès de branches économiques sélectionnées, analyse des études de branche disponibles, entretiens avec des experts et estimations au moyen d'indicateurs.

Depuis la réalisation de l'étude de base de 2005 sur l'économie du sport, les statistiques macro-économiques sur lesquelles reposent les études ont fondamentalement changé. En 2008, la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) est devenue la NOGA 2008, qui permet de classer les unités statistiques «entreprises» et «établissements» selon leur activité économique afin de les rassembler au sein de groupes homogènes. Par conséquent, pour mener l'étude de 2008 sur l'économie du sport, la sélection de branches économiques à prendre en compte pour chaque secteur du sport a dû être modifiée, et la part représentée par le sport faire l'objet d'une réévaluation sur la base de la nouvelle nomenclature.

Un autre changement méthodologique concernant les données économiques de base est intervenu lors de l'actualisation de 2011: le recensement des entreprises (RE), utilisé jusqu'en 2008 par la Confédération pour déterminer le nombre d'entreprises, d'établissements et d'emplois, s'est vu remplacé par la statistique structurelle des entreprises (STATENT), utilisée pour la première fois en novembre 2013 de manière provisoire pour l'année 2011. Désormais, l'enquête s'appuie sur des données de registres (surtout caisses de compensation de l'AVS/AI/APG et REE) et comprend plus d'unités par rapport à l'ancien RE[9]. Ce changement de méthode a permis de brosser un tableau plus exhaustif de l'économie nationale et, partant, de l'économie du sport. Tous les secteurs du sport ont dû être adaptés en conséquence. Pour la présente étude, on dispose de valeurs définitives pour les années de référence 2014 à 2016 et de données provisoires pour 2017.

En outre, l'Office fédéral de la statistique a procédé en 2014/2015 à une révision de la comptabilité nationale destinée avant tout à harmoniser cette dernière avec le système européen (SEC 2010) et à instaurer la nouvelle STATENT. Ce changement a entraîné une adaptation de la valeur ajoutée brute et, ainsi, de la productivité du travail dans différentes branches économiques, ce qui a notamment eu pour effet d'accroître considérablement le PIB suisse.

Dans l'économie du sport, cette adaptation concerne en particulier les secteurs où la détermination de l'importance économique se fonde largement sur les statistiques en matière d'emploi ou sur des chiffres de création de valeur et de productivité spécifiques à une branche. Ainsi, la comparaison des dernières valeurs avec celles des études précédentes met en évidence des évolutions qui ne correspondent pas à une croissance effective, mais qui sont liées à la méthodologie utilisée.

Lorsqu'il a fallu adapter le socle de données en raison de la modification de statistiques ou la procédure d'estimation d'un secteur du fait de nouvelles informations, les chiffres de l'étude précédente ont été calculés rétroactivement selon la nouvelle méthode, ce qui a permis de garantir une certaine comparabilité entre deux années étudiées et d'aboutir à un taux de variation.

[9] Les différences sont pour l'essentiel dues aux très petites unités (entre zéro et moins de deux emplois) désormais contenues dans la STATENT.

Sources bibliographiques

[1] Balthasar, Andreas et al. (2013). *Installations sportives en Suisse: statistiques 2012. Rapport de synthèse*. Macolin: Office fédéral du sport.

[2] Berwert, A., Rütter, H., Nathani, C., Holzhey, M., Zehnder M. (2007): *De l'importance économique du sport en Suisse*. Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Rüschlikon: Rütter Soceco.

[3] bpa – Bureau de prévention des accidents. (2016). STATUS 2016: *Statistique des accidents non professionnels et du niveau de sécurité en Suisse. Circulation routière, sport, habitat et loisirs*. Berne: bpa.

[4] bpa – Bureau de prévention des accidents. (2018). STATUS 2018: *Statistique des accidents non professionnels et du niveau de sécurité en Suisse. Circulation routière, sport, habitat et loisirs*. Berne: bpa.

[5] Administration fédérale des douanes (AFD), Statistique du commerce extérieur 2019

[6] Eurostat (2013). *The Vilnius-Definiton of Sport Version 2.0. according to CPA 2008*. Luxembourg. Consultation le 7 novembre 2016 à l'adresse http://ec.europa.eu/eurostat/documents/6921402/0/Vilnius+Definition+Sport+CPA2008+official+2013_09_19.pdf/30838d11-01ea-431f-8112-50786e187c1c

[7] Gesellschaft für Wirtschaftliche Strukturforschung mbH (GWS-OS) (2019). *Die ökonomische Bedeutung des Sports in Deutschland – Sportsatellitenkonto (SSK) 2016*. Osnabrück: GWS-OS

[8] GFK (2017). Entwicklung Sportmarkt Schweiz 2017. Consultation le 13 novembre 2019 à l'adresse http://www.sportbiz.ch/sites/default/files/news/pdf/sportmarkt_schweiz_2017_-_gfk.pdf

[9] Hoff, O., Rütter, H., Schwehr T., Schmid. C., Rieser, C. (2014). *La dimension économique des clubs de la Raiffeisen Super League* 2013/14. Mandant: Swiss Football League. Rüschlikon: Rütter Soceco.

[10] Lamprecht, M., Fischer, A., Stamm, H. P. (2014). Sport Suisse 2014: *Activité et consommation sportives de la population suisse*. Macolin: Office fédéral du sport.

[11] Lamprecht, M., Bürgi, R., Gebert, A. & Stamm, H.P. (2017). *Clubs sportifs en Suisse: Evolutions, défis et perspectives*. Macolin: Office fédéral du sport OFSPO.

[12] Nathani, C., Berwert, A., de Bary, A., Rütter, H., Rütter-Fischbacher, U. (2008). *Wirtschaftliche Bedeutung der Sportvereine und -verbände in der Schweiz*. Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Rapport final. Rüschlikon: Rütter Soceco.

[13] Niemann, S., Lieb C., Sommer, H. (2015). *Accidents non professionnels en Suisse: Extrapolation actualisée et calcul des coûts*. Rapport n° 71 du bpa. Berne: bpa.

[14] Rütter, H., Beck, A. (2011). *Volkswirtschaftliche Bedeutung der «SwissTopSport-Veranstaltungen 2010»*. Rüschlikon: Rütter Soceco.

[15] Rütter, H., Busin, Ch., Popp, J. (2010): *Wirtschaftliche Bedeutung der Sportwerbung in Schweizer Medien*. Rapport spécial relatif à l'étude sur le système sportif suisse. Rüschlikon, août 2010. Mandant: Office fédéral du sport. Rüschlikon: Rütter Soceco.

[16] Rütter, H., Höchli, Ch., Schmid, Ch., Beck, A., Holzhey, M. et al. (2011). *Wirtschaftliche Bedeutung des Sports in der Schweiz – 2008*. Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Rüschlikon: Rütter Soceco.

[17] Rütter, H., Schmid, Ch. (2014). *Sport Schweiz 2014 – Sportkonsum. Auswertung spezifischer Ergebnisse der Befragung «Sport Schweiz 2014»*. Rüschlikon: Rütter Soceco.

[18] Rütter, H., Schmid, Ch. (2013). *Poids économique des organismes sportifs internationaux en Suisse*. Version révisée. Sur mandat de la FIFA. Rüschlikon: Rütter Soceco.

[19] Rütter, H., Schmid, Ch., Höchli, Ch., Rieser, C., Hoff, O., Schwehr, T. et al. (2014). *Wirtschaftliche Bedeutung des Sports in der Schweiz – 2011*. Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Rüschlikon: Rütter Soceco.

[20] Rütter, H., Rieser, C., Hellmüller, P., Schwehr, T., Hoff, O. (2017). *Sport et économie en Suisse. De l'importance économique du sport en Suisse*. Version abrégée. Macolin: Office fédéral du sport OFSPO

[21] Stettler, J., Danielli, G., Gisler, M. (2007): *Wirtschaftliche Bedeutung der Sportinfrastrukturen in der Schweiz*. Rapport final sur mandat de l'Office fédéral du sport. Lucerne: ITW Hochschule Luzern – Wirtschaft.

[22] Stettler, J., Erni, C., Linder, P., Mehr, R., Stofer, Ch. (2008). *Wirtschaftliche Bedeutung der Sportveranstaltungen in der Schweiz*. Etude sur mandat de l'Office fédéral du sport. Lucerne: ITW Hochschule Luzern – Wirtschaft.

[23] Stettler, J., Gisler, M., Erni, C. (2008). *Sport und Medien – Wirtschaftliche Bedeutung des Sports in den Medien und Medienwirkungen von Sportveranstaltungen*. Lucerne: ITW Hochschule Luzern – Wirtschaft.

Mandant: Office fédéral du sport OFSPO
www.ofspo.admin.ch

Mandataire: Rütter Soceco
Sozioökonomische Forschung + Beratung
8803 Rüschlikon
www.ruetter-soceco.ch

Direction du projet: Oliver Hoff
Traduction: Service linguistique de l'OFSPO
Photo: Ueli Känzig
Conception graphique: Office fédéral du sport OFSPO

Edition: 2020

Référence proposée:
Hoff, O., Schwehr, T., Hellmüller, P., Clausen, J. & Nathani, C. (2017). *Sport et économie en Suisse. De l'importance économique du sport en Suisse.* Rütter Soceco, Rüschlikon.

Macolin: Office fédéral du sport OFSPO.

Tous droits réservés. La reproduction ou la diffusion, sous quelque forme que ce soit, totale ou partielle, n'est autorisée qu'avec l'accord écrit de l'éditeur et la mention des sources.